

Chapitre 2

Garorix : le ciel tombe sur la tête

La mise en cause de la responsabilité du gouvernement d'entreprise n'est pas un effet superficiel, médiatique. Les citoyens sont de véritables acteurs. Ils se renseignent, informent, agissent pour faire valoir leur propre représentation du risque. L'argumentation économique ne répond pas aux incertitudes en termes d'insalubrité. Les mondes vécus s'entrecroisent, la pression politique apparaît au détriment d'un projet économique douteux et pourtant salvateur en termes d'emploi.

Sommaire

2.1	L'intrigue : Garorix, année 2005, criklixir	179
2.2	Un évènement en trois actes	182
2.2.1	Acte I: Alimentation de l'incertitude	182
2.2.2	Acte II. Investigation des habitants	184
2.2.3	Acte III. Déstabilisation politique	186
2.3	Failles de la démocratie locale ou démocratie participative en action?	189

À plusieurs reprises, au cours de nos entretiens, nos interlocuteurs dénonçaient le manque de professionnalisme de la presse. Or, comme il est possible de le lire dans le chapitre précédent, nous pensons que ce sont les acteurs eux-mêmes qui construisent l'évènement. C'est pourquoi, ce cas nous semble nécessaire pour bien distinguer le mouvement social du phénomène médiatique. En d'autres termes, l'évènement se limite-t-il à une bulle informationnelle détachée de toute réalité sociale ou les acteurs font-ils l'évènement qui, ainsi, deviendrait un sujet médiatique ?

Ce cas est inspiré d'une étude réalisée pour le compte d'une grande entreprise française cotée au CAC 40. La mission ³⁵⁰ confiée par la direction de l'entreprise est de reconstruire l'expérience d'une crise pour mieux comprendre ce qui ressemble à un échec économique. Nous devons réaliser une synthèse (historique, par journal, par auteur, par thématiques) des articles parus sur la période du premier mai au dix octobre 2005. Le corpus concerne la problématique de Garorix. Nous devons identifier et établir les arguments des parties prenantes et des acteurs directement concernés. Nous n'avons pas eu l'accord écrit de l'entreprise, à défaut d'être tacite, pour l'utilisation de son nom lors d'une diffusion publique de cette analyse. Pour ces raisons, la plupart des mots pouvant révéler l'identité des protagonistes a été cachée. Néanmoins, nous pensons que des cas quasi-identiques se sont déjà réalisés de manière similaire. Ayant rencontré des cas comparables dans la presse (construction d'une usine, contournement autoroutier), nous pensons que le changement de nom, le pseudonyme, fait partie intégrante de la description de l'identité culturelle face au risque des acteurs de cette fable socio-éco-politique.

La sensibilité au risque, désignée par le suffixe « rix » pour notre analyse des rixes, va du goût du risque (Goudurix) à l'aversion au risque (Nonorix), en passant par la sensibilité au risque (Sensiblorix). À l'instar de nif-nif, naf-naf ou nouf-nouf construisant leurs maisons de paille, de bois ou de brique ³⁵¹, Goudurix, Nonorix et Sensiblorix témoignent d'une sensibilité différentielle face au risque. Toutes les références existent réellement, seuls les mots ont été modifiés à l'aide d'un petit programme que nous tenons à votre disposition pour construire une autre histoire dans un autre lieu, avec des acteurs différents. Nous insistons, seuls les mots principaux ont été modifiés, en revanche, les citations sont réelles. Donc, seuls les termes se terminant par « rix », et les X ou Y sont fictifs. D'autre part, quelques modifications ont été réalisées. Le lecteur attentif les remarquera sans trop d'effort. Il s'agit notamment des noms des quotidiens. Nous ne pensons pas que cet artifice nuise à notre analyse des crises connues par des managers en activité tant les crises semblent se ressembler dans leur description. Mais leur vécu diffère comme nous avons pu le constater au cours de nos discussions avec les commanditaires de l'étude. La retranscription de ces expériences nécessiterait un autre travail d'interprétation. Nous nous concentrons sur le fait Garorix.

Nous ne souhaitons pas imposer un référentiel unique et panoptique. C'est pourquoi nous nous permettons le style de la fable inspirée d'une célèbre bande dessinée française. L'usage de ce genre littéraire peut surprendre dans un document à vocation scientifique. Mais justement, en toute rigueur, nous pensons que le risque n'apparaît pas sous la forme de probabilité. Son récit se transmet, se propage, se délocalise permettant, facilitant et renforçant un usage différencié. À la manière d'une fable qui trouve sa signification dans l'expérience du lecteur, du conteur ou du spectateur, le risque détaille le monde vécu et perçu. Il se précise et se renforce lorsque celui-ci trouve des interprétations correspondantes. C'est cette évolution que nous souhaitons retraduire.

³⁵⁰ Comme le cas précédent, cette étude a permis le financement de cette thèse.

³⁵¹ dans le livre à succès de l'excès d'efficacité des systèmes paranoïaques [Bardolle, 2005]

2.1 L'intrigue : Garorix, année 2005, criklirix

À Garorix, la société Goudurix envisage de construire une unité de transformation de criklirix. Mais qu'est-ce que le criklirix ? Le 21 juin 2005, selon le quotidien "Douce-France", « le criklirix, l'immense majorité des Garorixais ignore encore ce que c'est. Le mot ne figure même pas dans le petit Robert ». Le journaliste propose sa propre définition, presque aussi compliquée que l'orthographe du mot. Le criklirix serait un terme technique désignant le matériau intermédiaire qui sert à fabriquer le plasturix. Au départ, il y a de la matière, extraite de carrières. Il est broyé et cuisiné pour produire un second produit intermédiaire. Cet élément est alors cuit avec un troisième terme, une pincée de X sans oublier une dose de Y. Le résultat s'appelle le criklirix. D'après l'article, la production du criklirix constitue la partie la plus polluante de la fabrication du plasturix. Or, le criklirix serait importé par bateau à Garorix où il serait broyé et mélangé à du Z (sous-produit du composant d'un certain matériau après transformation), à du XX et à du XXX. On obtiendrait ainsi le plasturix. La production maximale de l'usine Garorixaise serait de 333 333 mesures par an. L'effectif prévu est de 32 salariés sans compter les emplois indirects estimés à 150. Après dix mois de préparation du projet, au mois de juin, le conseil municipal, à l'exception de trois abstentions rend un avis favorable sur le dossier. Mais 3 mois plus tard, le 30 septembre, le maire refuse le permis de construire à la société Goudurix. Comment expliquer ce revirement de situation ?

Recherche dans la presse francophone. Pour tenter de comprendre l'évolution historique de ce revirement de situation, nous avons recherché, comme à notre habitude, l'ensemble des articles de journaux parus sur la période. Les bases de données des papiers locaux ainsi que des bases de données complémentaires nous permettent de retrouver l'information publiée dans la presse quotidienne. L'équation de recherche finale, après de nombreux allers et retours, est la suivante.

[(plasturixerie*) or (usine* de transformation) or (usine* de production de plasturix*)] and
(Garorix or Rue-du-rix* or criklirix or Garorixois*)

Précisément 113 articles répondent à notre requête. Il a fallu que notre équation de recherche ne soit ni trop large, ni trop étroite. Plusieurs essais ont été nécessaires au fur et à mesure que notre connaissance du dossier s'améliorait. Effectivement, une équation trop large inclut, dans l'ensemble obtenus, des articles hors sujet. Par exemple, l'article informant que des enfants peignent sur le mur en plasturix à Garorix ne concerne pas notre objet. De même, une équation trop restreinte laisse s'échapper une quantité d'informations non négligeable pour l'interprétation des faits. L'étoile dans l'équation sémantique présente la valeur du joker. Elle signifie que nous désignons également les pluriels (usine et usines) et les féminins (Garorixois et Garorixoise). Habituellement, l'équation de recherche permet un travail de veille en continu. Mais les termes critiques évoluent dans le temps et dans l'espace c'est pourquoi elle est souvent remise en cause au cours du suivi d'un dossier complexe. Cependant, l'illusion panoptique du référentiel unique peut induire en erreur. La multiplication des sources et l'éveil permettent de trouver l'information lumineuse éclairant la masse de données recueillies. Nous ne nous sommes pas limités à ce corpus clôt. Nous avons réalisé des recherches sur Internet. Mais, une fois la crise achevée, ce qui semble le cas par le refus de donner un permis de construire par le maire, le meilleur compromis nous semble l'équation ci-dessus qui nous permet de suivre l'évolution de l'évènement pour ce chapitre.

Évolution historique et géographique du fait Garorix dans la presse régionale L'analyse de l'évolution lexicale dans l'espace et le temps permettent d'évaluer l'évolution de la crise

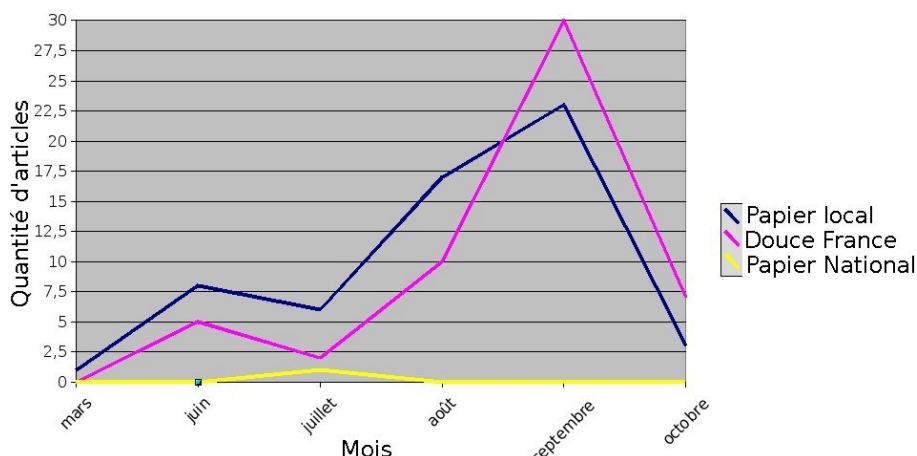


FIG. 2.1 — Évolution chronologique, quantitative des articles répondant à notre équation de recherche (Source : Factiva)

perçue par les Garorixais. Ce travail nous semble nécessaire pour répondre à notre question. Le fait est-il essentiellement médiatique ou traduit-il une inquiétude prégnante des riverains ? Quelle potion magique explique cette fièvre médiatique en septembre ? Avec une montée progressive de la quantité d'articles parus en juillet et août (graphique 2.1), quel plan médiatique fut mis en place ? Les Garorixais sont-ils des communicants hors pair ? Les journalistes auraient-ils construit un événement de toute pièce pour des besoins mercatiques d'une fabrique de l'opinion ? Étudions la répartition des articles par journal. Seuls trois journaux dans la presse française répondent à l'équation de recherche. Quantitativement, le nombre d'articles publiés par le Papier-Local et Douce-France est presque équivalent. Mais leur répartition chronologique diffère. Au niveau national, les Échos (Papier National sur le graphique) ne répercutent pas l'information régionale. Un seul article traite d'un problème financier. En étudiant l'évolution quantitative et historique par journal, nous sommes en mesure de faire trois observations. Tout d'abord, la crise émerge en septembre mais les signes d'alerte sont visibles dès juin. Ensuite, le Papier-Local est porteur de la crise à sa naissance, elle sera reprise par Douce-France. Donc, l'information part du département pour s'étendre dans l'ensemble de la région. La réaction du maire arrêtera l'étalement de la crise. Enfin, un seuil qualitatif semble franchi en juillet. Nous chercherons à préciser lequel exactement et le jour du seuil critique.

Faisons également un point géographique. Quelle est la répartition de la distribution des journaux ? Papier-Local est le quotidien régional. Il est présent dans le Finistère Nord, le Finistère Sud, les Côtes d'Armor et le Morbihan. La distinction des différentes distributions est réalisée par le quotidien lui-même sur son site Internet. Mais les éditions locales ont leurs propres articles et seule l'édition de Garorix a parlé de l'affaire. Donc, l'information est restée limitée spatialement pour le Papier-Local, au niveau du département. Pour Douce-France, sa diffusion couvre la Bretagne, la Basse Normandie et les Pays de Loire. Chaque région dispose de ses propres éditions locales qui se démultiplient au niveau du département : Basse-Normandie (dép. 14, 50, 61), Bretagne (dép. 22, 29, 35, 56) et Pays de la Loire (dép. 44, 49, 53, 72, 85). Une recherche précise sur Douce-France révèle qu'aucun article n'est cité ni dans l'édition Basse Normandie, ni dans l'édition Pays de Loire.

Nous devons bien préciser la répartition géographique et historique de notre corpus. Pour ce qui concerne la Bretagne, les Côtes D'Armor et le Finistère sont concernés par un seul article,

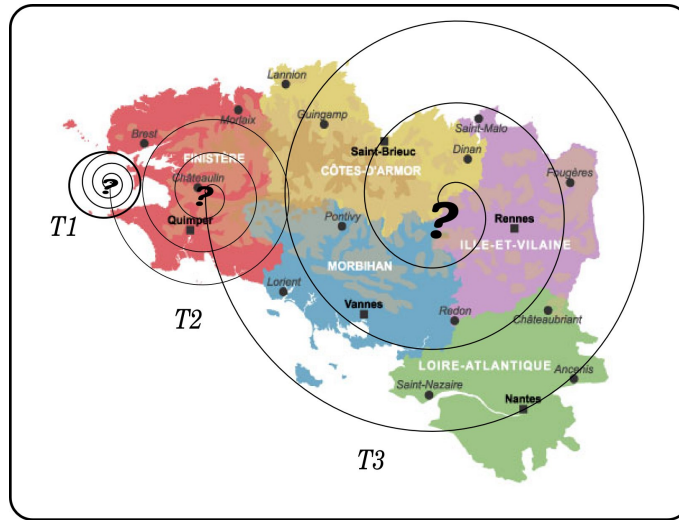


FIG. 2.2 – Évolution chronologique et géographique des articles répondant à notre équation de recherche (Source : Factiva)

deux articles paraissent en Île et Vilaine et enfin le Morbihan concentre tous les autres articles. Nous observons un étalement temporel et spatial de l'évènement diffusé par les quotidiens départementaux puis régionaux comme le schématise le graphique 2.1. Trois périodes correspondent donc à trois espaces géographiques différents. Le premier moment T1 représente 97% de l'information. Les articles sont diffusés dans les éditions de Garorix et du département. Le second moment T2 représente 2% de l'information totale. Le 22 août, les étincelles des « pro-plasturix et anti-criklixir » jaillissent jusque dans les éditions du département voisin. Enfin, la troisième période, T3, représente seulement 1% de l'information globale. Mais celle-ci est non négligeable étant donné sa diffusion géographique. Le 28 septembre, « Le plasturix met le feu aux poudres », il est publié dans les 4 éditions locales.

Nous observons que le sujet s'étend géographiquement. Vers la fin de la crise, un seul article "départemental" a été publié dans l'édition régionale de la Bretagne. Nous pouvons légitimement nous demander si le fait médiatique, tel que nous l'observons, est déconnecté de la réalité vécue des autochtones ou si l'évènement est créé par les journalistes comme le pense une bonne part des interlocuteurs que nous avons rencontrés le long de notre parcours de thèse ; "interlocuteurs" ne désigne pas nécessairement les commanditaires de cette étude.

Les journalistes sont des lanceurs d'alerte généreux, des émetteurs d'information ou des transmetteurs d'un questionnement citoyen ? Les journalistes, dont les noms sont déclarés dans notre base de données, ce qui nous permet de suivre l'évolution de leur argumentation, ne prennent pas franchement parti. Ici, seul le Papier-Local est quantitativement analysé car il précède d'un temps Douce-France. Mais une lecture qualitative conforte notre première observation : l'intervention "anonyme" dans le forum Douce-France sera beaucoup plus efficace que l'influence d'un journaliste précis, par le biais d'un réseau formel ou informel. Nous précisons ce que nous entendons par intervention anonyme le temps venu mais restons sur l'analyse de l'engagement du discours journalistique. Il nous semble que les articles restent pondérés. La terminologie utilisée ne révèle aucun écart de propos comme nous l'avons découvert dans le chapitre précédent. Le mouvement semble collectif et semble suivre les interrogations de la population. Le fait social n'est donc pas une problématique essentiellement médiatique : nous ne relevons pas de journa-

listes prenant parti, exclusivement, pour ou contre le projet Goudurix. Pour ce point délicat et technique, nous faisons référence au cas ni gaucho ni régent qui a montré que le mouvement collectif n'était pas neutre au fur et à mesure du compte à rebours de la mort des abeilles. Le terme "crise médiatique" y est ainsi rigoureusement défini en densité par une hausse quantitative du nombre d'articles par période de temps, en termes lexicaux, par une baisse du nombre de mots par article et enfin qualitativement avec une focalisation collective sur le thème du danger imminent.

Nous pensons qu'au début, les hommes politiques ne prennent pas ouvertement parti contrairement à la crise du gaucho qui éclata en pleine période électorale pour les régionales puis européennes. Aux prémisses de la crise, en l'absence de positionnement politique, les journalistes ne prennent pas parti localement. En conclusion, les médias reportent de manière posée le questionnement de la société civile. Le problème de la démocratie locale (et non un problème exclusivement médiatique) et de la perception des risques collectifs reste posé ; nous sommes bien sur un cas particulier de la société du risque et de la difficulté de sa "gestion".

2.2 Un évènement en trois actes

Pour percevoir l'évènement dans sa globalité, nous réalisons une analyse factorielle des mots des titres des articles croisés par leur date de parution. Nous observons que trois périodes se distinguent. Les termes utilisés et donc les sujets évoqués évoluent au fur et à mesure que l'évènement se réalise. En juin et juillet, l'acte I annonce le poids de l'incertitude. En juin, nous lisons l'équilibre précaire entre l'emploi et l'inquiétude des riverains avec le début d'une pétition. En juillet, le doute s'installe avec, peut-être, son point de départ le 7 juillet, la réunion d'information manquée par les porteurs du projet publics et privés. Mi-juillet, les articles glissent de la raison vers la passion en passant par l'incertitude. Trois semaines après la réunion d'information manquée, le concurrent économique, Nonorix, critique ouvertement le projet. Acte II, en août, l'association des riverains se structure, s'organise et communique. Une pétition et un questionnaire sont massivement signés et remplis par les riverains. Acte III, en septembre et en octobre, le maire de Garorix est visiblement en difficulté. Le temps s'accélère avec le rythme des publications. La lutte devient clairement politique. L'opposition profite de cette faiblesse. Nous notons une légère vague d'arguments en faveur de la construction de l'usine. Ce discours légitime le projet pour ces vertus économiques contre le chômage. Mais l'acmé de l'évènement apparaît fin septembre avec l'article de Douce-France dans toute la région : « Garorix : le plasturix met le feu aux poudres ». Le refus du permis de construire ne tarde pas à être communiqué. En octobre, les acteurs pour l'usine manifestent, mais concrètement c'est déjà trop tard... Détaillons chaque étape de cet évènement.

2.2.1 Acte I : Alimentation de l'incertitude

Réunion de désinformation

Le 7 juillet est le point de départ avec la première réunion d'information. Ce rendez-vous est organisé par le maire, le responsable du projet et le commissaire d'enquête avec les Garorixais comme public et les journalistes comme témoins. Apparemment, aucune réponse n'a été apportée aux multiples inquiétudes. Les questions portent sur les risques perçus. Esthétiques, auditifs ou olfactifs, tous les sens semblent en éveil face au risque. Les risques mis en avant sont (trop ?) divers et (trop ?) variés. Tout d'abord, la poussière est évoquée. Les riverains ont déjà eu l'expérience des déchargements de soja. Ils ont en outre observé une hausse des allergies. Les deux faits

sont manifestement corrélés. Ensuite, si le risque est sanitaire, il est aussi éthique. Dans quelle mesure l'importation de produits de pays émergents respecte les normes sanitaires ? Au passage, quelques pics rhétoriques dénoncent le manque de transparence du financement de l'entreprise Goudurix. Les fonds de pension américains et sud-américains et la grande banque hollandaise ne facilitent pas la visibilité du groupe. Enfin, le risque est aussi esthétique sans parler de l'augmentation du trafic et donc du bruit. Mais qu'en est-il du « vrai problème, le risque d'explosion des cuves à essence ? ». Les inquiétudes se renforcent, les questions fusent. Aucune analyse chiffrée, objective ou scientifique ne semble mentionnée. Nous décelons un manque d'informations livrées par le maire, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) mais aussi les investisseurs qui se concentrent sur un argumentaire économique bien huilé. Finalement, l'objectif de la réunion d'information est manqué. Aucun exemple comparable n'est donné. Les journalistes feront ce travail d'investigation pour éclairer leurs lecteurs : « alors qu'il y a la friche industrielle au bord du quai, sur le boulevard, toujours entre les avenues de Rue-Espérance et Rue-Responsabilité ». Le bruit, y serait peu perceptible. Le transport du criklorix prendrait quatre ou cinq fois moins de temps. La pollution esthétique inexistante... Le soupçon plane sur les intentions des porteurs du projet.

De la raison vers la passion et l'incertitude comme transition

Les articles des jours suivants confirment l'inquiétude. Le 8 juillet, le Papier-Local souligne le débat passionné autour du projet de la plasturixerie. « La création d'une usine de broyage de criklorix pour fabriquer du plasturix à Rue-du-rixé déchaîne les passions ». Le 8 juillet, Douce-France, poursuit « Plasturixerie : l'inquiétude des riverains, "Hier soir lors d'une réunion d'information, le maire était pour, la salle contre" ». Le 19 juillet, selon le Papier-Local, les riverains font part de leur *inquiétude*. Toujours le 19 juillet, selon le même journal, le commissaire enquêteur n'est pas surpris de la réaction (massive) des Garorixais : « Rien d'étonnant si l'on se souvient de la réunion publique du 7 juillet au foyer des associations, quand le maire et un représentant de la société Goudurix, porteur du projet, étaient venus présenter le dossier. Une explication de texte qui, manifestement, n'avait pas convaincu ». De nombreuses hypothèses apparaissent, « quel est le bruit en fonction du sens des vents » ? « Dans ce concert de critiques, il n'y aurait guère qu'une seule voix à se lever pour défendre ce dossier. Sans surprise elle vient d'une entreprise installée sur le port de commerce ». Le bilan est sans appel d'une argumentation sur les risques réels, nous sommes passés à une multiplication des risques perçus cristallisés par le terme "inquiétude".

Le petit indice du concurrent

L'attaque du projet par Nonorix apparaît le 27 juillet dans Douce-France. L'usine à plasturix s'inscrit dans le champ des compétences du concurrent. Nonorix réagit, « le PDG de la société a des doutes sur la fiabilité du projet ». Cette entreprise envisage la construction d'un terminal d'importation de plasturix dans le port de Rue-du-rixé. Mais, dans la limite des informations dont nous disposons, nous ne pouvons conclure si c'est volontairement une action de déstabilisation de la concurrence. Si réellement, le projet n'est pas fiable, cette déclaration est peut-être responsable. Les contre-arguments évoqués sont rédhitoires et mettent en cause la responsabilité de l'entreprise Goudurix. Tout d'abord le directeur général de Nonorix dénonce le bruit et confirme les soupçons des riverains. « Nous sommes étonnés qu'un projet de broyage soit envisagé aussi proche des habitations car une telle implantation est bruyante et marche en priorité la nuit. Comme il n'est pas possible de trouver à Garorix un site suffisamment éloigné des habitations, notre société, après des études faites en 2002-2003, a renoncé à construire un

broyeur et a décidé d'importer le produit fini pourtant moins intéressant économiquement ». Ensuite, le projet semble trop inédit pour que le respect des normes environnementales et sanitaires soit crédible. « Il n'existe aucun broyeur en France qui ne soit aussi proche des habitations en France. Et donc, nous pouvons continuer le raisonnement sur des problèmes d'environnement, du respect des normes ». Enfin, les répercussions sur l'emploi semblent critiquables. « Goudurix prétend créer 32 emplois ceci ne nous semble pas sérieux car aucun broyeur en France n'emploie plus de 12 à 15 personnes ».

L'argumentation est bien ficelée, dans ce PIC, Petit Indice du Concurrent. L'argumentation du maire, de la CCI et de Goudurix, perd en crédibilité sur tous les points évoqués. L'inexpérience est soulignée par un acteur légitime pour son savoir-faire incarné dans la figure de l'expert. Quelle est la diffusion de cette argumentation imparable? L'article est cité, diffusé à plusieurs reprises par une certaine Marie dans le forum du site Internet de la ville de Garorix en contre-argument à un article publié par le maire. Le PIC devient PIX, le Petit Indice de X. L'entrée de cette information a-t-elle des incidences remarquables sur le jugement de confiance envers l'entreprise Goudurix? Aujourd'hui une certaine catégorie de personne s'informent sur Internet, ce qui leur permet d'échanger sur le sujet. Ce média n'est donc pas négligeable. D'autre part, il est possible que les élus en fonction soient informés des opinions diffusées sur les forums de la Mairie. Cette nouvelle information peut-elle expliquer un changement d'attitude?

À partir de cet article, nous notons un changement qualitatif. Le 3 août, selon Douce-France, même le porteur du projet à la mairie, qui était pour le projet initialement, voit son argumentation évoluer : « nous ne disons pas non à l'usine mais non à son implantation à cet endroit et nous voulons savoir d'où vient ce criklixir. » Sous-entendons, chez les Verts : est-ce que le criklixir proviendrait de pays en développement où certaines normes ne serait pas humainement responsables? D'une manière schématique, nous pourrions fouiller dans les participations financière des Goudurix...

2.2.2 Acte II. Investigation des habitants

L'association RIX

environnement se structure, s'organise et communique. Elle est très active en août, sans que les contre-arguments ne répondent. Le 4 août, le Papier-Local confirme, « Projet de plasturixerie : les opposants se structurent ». Leur action se déploie selon deux axes. Le premier consiste à informer les concitoyens, le second vise à recueillir leur opinion par le biais d'une pétition.

Le 29 août, Douce-France retranscrit la comparaison avec Chez-Un-tel, une autre plasturixerie, « L'association RIX environnement compare les deux projets ». RIX Environnement multiplie les contacts pour s'informer, fruit de son travail, voici ses arguments.

- Chez-Un-Tel, les premières habitations se trouvent à 800 mètres, à Garorix il y a moins de 100 mètres.
- Chez-Un-Tel, il existe un organisme consultatif, le secrétariat permanent pour la prévention mais rien n'a été prévu à Garorix.
- Chez-Un-Tel, un million de mesures sont traitées pour 15 emplois. À Garorix, seulement 333 333 mesures pour 32 emplois? Ce qui signifie que l'on produit trois fois moins et que l'on embauche trois fois plus?
- Chez-Un-Tel, les différentes réunions de concertation ont abouti à des réunions d'aménagement : capteurs de poussière, transport extérieur par train et bateau... À Garorix les acteurs n'observent rien de semblable.
- En Angleterre, à Autre-plasturixerie, des visites ont été organisées pour voir fonctionner

une usine du même type, mais rien de prévu à Garorix.

Une simple observation de ce qui fait ailleurs entame une nouvelle fois la crédibilité du projet. Le 5 septembre, l'association RIX Environnement dépose une pétition de 4 419 signatures. Nous observons une multiplication des interventions des riverains, actions qui sont retransmises dans la presse ce qui explique la majeure partie de la hausse quantitative du nombre d'articles. Ces informations tranchent avec l'autorisation de construction de l'usine émise par le commissaire d'enquête le 30 août mais quelques réserves sont transmises à la mairie. Le « oui, mais », et le « feu vert clignotant » du rapport manifestent l'incertitude et renforcent les clivages. À partir de cette date, les personnalités politiques commencent à changer d'avis.

La comparaison avec les usines est peut-être excessive comme nous le remarquerons ultérieurement. Aussi, la pétition réalisée sous la forme d'un questionnaire est interrogeable. Nos interlocuteurs de l'entreprise Sensiblorix ont récupéré un de ces documents. Nous y avons eu accès. Nous l'avons lu et nous confirmons l'orientation des questions. Effectivement la neutralité « axiologique » ne se pose plus. Mais il ne nous semble pas que la difficulté soit ici. Le questionnaire est appelé « pétition » et il n'a pas une vocation scientifique. La forme, certes, use du genre scientifique. Mais nous souhaitons attirer l'attention sur l'action des riverains. Le travail d'investigation et d'information est réalisé par les riverains eux-mêmes. Il nous semble donc normal que la primeur de l'interprétation leur soit favorable. Ce qui nous paraît le plus remarquable, ce n'est pas tant la vérité de l'information que l'action déployée pour produire une nouvelle information critique. D'autre part, ces nouvelles apparaissent dans un contexte d'incertitude déjà bien entamé à la suite d'une réunion d'information manquée mais aussi à la suite de la petite information du concurrent (PIC), reprise par X (PIX) ; sans compter les réactions des internautes contre le projet.

Internet : effet loupe sur l'information négative

Bien souvent, les louanges pleuvent sur Internet, lieu idéal de débat. Cependant, s'il est possible de faire paraître toute information sur la toile, la recherche est un véritable travail. Les moteurs de recherches sont de véritables aides à la construction de représentation auto-réalisatrice. La moindre hypothèse, négative, entrée comme requête trouve un écho favorable pour celui qui cherche des confirmations. Par exemple, si nous entrons la requête « Crikli-rix et danger » dans un moteur de recherche, inmanquablement nous tombons sur l'information qui conforte ce point de vue. En quelque sorte, l'hypothèse de la requête est auto-réalisatrice dans un premier temps. Un survol superficiel de l'information laisse croire que le danger est imminent, puisque l'effet de loupe de l'information négative saute aux yeux. Cet artifice informationnel remet en cause le principe d'une authentique délibération.

Mais ceci n'est pas nouveau, nous l'avons déjà observé dans le cas gaucho/régent. Le fait observé ici s'inscrit dans la continuité de nos observations. La différence entre le propos journalistique et celui déposé sur Internet est remarquable. L'information véhiculée sur Internet est différente qualitativement à celle diffusée par les journalistes. Ces derniers ne sont pas engagés dans leurs papiers et relatent les événements de leur région d'une manière relativement neutre. Sur Internet, nous attirons l'attention sur les informations unilatérales et négatives (contre le projet) qui restent les premières réponses de Google à la requête (criklix AND Garorix) ou (Goudurix). Ce qui veut dire que ces adresses sont citées par d'autres sites et que ces sites sont probablement les premiers lus.

Gros plan sur les traces numériques. Nous lisons l'adresse numérique la plus référencée dans la base de données Google c'est-à-dire celle dont le plus grand nombre de liens externes

pointent vers ce site. Très bien renseigné, son style est particulièrement vif et cinglant. Selon cette source d'information, Garorix deviendrait un peu plus SEVESO ³⁵² avec la plasturixerie... Le site Internet, clairement localisé, <http://www.ma.ville.com> devient média. L'internaute peut étudier la fiabilité du projet dont voici un extrait du « billet » du 3 septembre. « Les attestations bancaires de Fuenplasturix SA (actionnaire à 100 % de Goudurix), présentées dans le dossier, semblent peu fiables. La première est donnée par la Bank qui détient 49 % du capital de Fuenplasturix SA. La deuxième provient de Inconnu, qui précise que Fuenplasturix SA est sa cliente depuis juillet 2004 et qu'entre cette date et mars, aucun problème financier n'a été constaté. Durant cette période de huit mois, l'entreprise n'était pas en activité ». Nous ne pouvons conclure à une relation de cause à effet, mais nous notons les arguments des Verts contre la plasturixerie. En effet, ces derniers soulignent le manque de transparence des financements de la société.

Aussi, le site au nom évocateur "DOC EN STOC" précise le soupçon : derrière Goudurix, pointe la holding Fuenplasturix, dont les principaux actionnaires sont des fonds d'investissements américains et sud-américains. Le forum de la mairie de Garorix fait office de terrain vague pour le cyber-lobbying espace libre pour l'expression légitime des citoyens. Internet apparaît donc comme une source d'information dont nous retrouvons des traces dans les argumentations des personnes publiques contribuant ainsi à la déstabilisation politique.

2.2.3 Acte III. Déstabilisation politique

Maire de Garorix en difficulté

Un point sur le maire de la ville peut être utile pour comprendre la situation politique locale. Sept années plus tôt, Monsieur Ex-Maire, député socialiste du département et maire de Garorix depuis 1981, a annoncé qu'il abandonnait ses fonctions de maire afin de se conformer à la loi sur le cumul des mandats. Tête de liste de la gauche lors des dernières élections régionales, Ex-Maire a été élu conseiller régional. La fonction de maire de Garorix reviendra à l'actuel premier adjoint, M. New-Maire. Il y a 4 ans, lors des élections municipales à Garorix, New-Maire confirme sa position. Il est le maire élu. Le conseil sortant lui accorde une large majorité.

À mi-mandat, l'heure du bilan approche. Il affirme haut et fort que « la confiance est revenue » après une légère désaffection étant donné les difficultés économiques de la ville. Suite à la remise en cause de la légitimité d'un tel projet « qui [...] ne répond pas à toutes les exigences sur le fond comme sur la forme ». Le porteur du projet n'a pas été capable de créer la confiance, étrangement absent du débat public. « Il a sous-estimé la nécessité d'intégrer les préoccupations de la population » selon le Parti Communiste. Le maire socialiste de Garorix, saisit le conseil de l'État sur l'origine des fonds du projet Goudurix. Derrière, pointe une holding, dont les principaux actionnaires sont des fonds d'investissements américains et sud-américains... Le 2 septembre, dans Douce-France, le New-Maire émet ses réserves. « Si on se ballade en ville, on se rend compte qu'il y a une poussée très forte contre cette usine. Je m'interroge également sur la valeur ajoutée d'un tel projet ».

L'opposition en marche Face à ce revirement de situation, l'opposition profite de l'incertitude régnante, du vacillement, pour déséquilibrer le pouvoir en place grâce à sa mise en responsabilité. Il faut reconnaître qu'à l'origine, le maire était favorable au projet.

³⁵²Seveso est une petite commune italienne. Son nom est celui de la rivière homonyme qui la traverse. Elle est surtout connue depuis la catastrophe de Seveso, catastrophe industrielle intervenue le 10 juillet 1976 et qui vit un nuage de dioxine se répandre dans les environs après l'explosion de l'usine chimique Icmesa située dans la ville voisine de Meda. Elle est attachée depuis à la directive européenne 96/82/CE qui impose notamment le recensement des établissements industriels présentant des risques importants. (Source Wikipedia)

Le 3 septembre, l'élu UDF de l'opposition affirme : « je suis scandalisé par le discours et la méthode du maire qui consistent à tenter de dégager sa propre responsabilité dans ce projet ». Le maire socialiste est en difficulté. Le 7 septembre, l'allié, le maire de la commune voisine tente de calmer le débat par la synthèse, la clarification et l'appel au calme. Ce dernier répond à RIX environnement. Le même jour, la Ligue Communiste Révolutionnaire affirme ne plus vouloir de la plasturixerie à Garorix étant donné les garanties insuffisantes pour la santé. Le 14 septembre, le conseiller municipal de la commune voisine, dont le maire est intervenu plus haut, déclare : « Si les élus sont si sûrs de leur dossier, je propose l'engagement de ceux qui défendent ce projet à donner leur démission en cas de problèmes non prévus sur ses habitants et l'environnement ». Chacun doit donc assumer ses responsabilités en partageant les conséquences du risque environnemental. Le 14 septembre, l'association de sauvegarde de la presqu'île dit non au projet. Le 16 septembre, l'Union Démocratique du Pays-Régional affirme ne pas s'opposer au projet mais revendique des réponses précises aux problèmes posés. En effet, il ne faut pas oublier la vocation portuaire de Garorix. Le Parti Communiste dit non au projet car il n'y a « pas de réponses aux exigences » des riverains. Les exigences sont diverses et convergent vers le non. Chacun a ses bonnes raisons. Par exemple, les Verts regrettent le manque d'arguments concernant le développement durable...

Risques économiques ou risques sanitaires ?

La petite vague des arguments pro-usine Tandis que les bonnes raisons du non se diffusent, un petit groupe tente d'inverser la tendance. Par exemple, un article traitant de la chambre de commerce et d'industrie glisse une phrase discrète, « Oui à l'usine de broyage de criklirix », dans le Papier-Local. Le 23 septembre, courageuse, fidèle à son projet mais peut-être aussi têtue, Goudurix se déclare prête à débattre. La lettre ouverte de M. Ledirigeant, vice-président de la société Goudurix affirme respecter les règles administratives. Le projet est légitime économiquement, techniquement sérieux, respectueux de la réglementation. Il propose donc des réunions de travail et d'information. Dans Douce-France, un journaliste se rend sur les lieux de Chez-Un-Tel pour poser les limites de la comparaison. Le récit est dressé en opposition au compte rendu de RIX environnement qui paraît bien engagé. Un mois plus tard, cet article nous semble bien discret. La CGT affirme son « oui vigilant ». Le syndicat est pour l'usine mais pas à tout prix. Les ouvriers portuaires tapent du poing sur la table « le port : on en a besoin ! »

La fin de la grosse vague des arguments anti-usine Le 27 septembre, dans Douce-France, le Parti Identité-Régionale demande une remise à plat du dossier : « Plasturixerie, dossier à revoir ». Profitant de cette aubaine politique, l'UDF crie contre le projet de la plasturixerie. De manière plus normative, la délégation UMP demande au maire d'avoir recours à un expert indépendant, étant donné les risques environnementaux, les risques pour le développement économique et, finalement, compte tenu de toutes les incertitudes du dossier. L'origine des fonds, la pérennité de l'installation, le respect des normes, et des précisions sur la teneur des rejets restent au stade de l'inconnue. Ces derniers avis achèvent le projet, plus personne ne semble y encore croire.

Acmé de la crise

"Garorix : le plasturix met le feu aux poudres" Au paroxysme de l'évènement, l'article de Douce-France paraît dans toute la région. Dans l'arène du conseil municipal, les adversaires sont réunis. Le 30 septembre, les associations de riverains d'un côté et les travailleurs portuaires

de l'autre, chacun occupe ses positions. Finalement, le maire enterre le projet en refusant le permis de construire à Goudurix.

Les raisons officielles du retrait du permis sont diverses et confortent le refus. Tout d'abord, le projet est de nature à porter atteinte aux paysages urbains. Ensuite, les nuisances sonores et les poussières générées par l'activité sont également de nature à porter atteinte à la salubrité. En plus, les constructions ne peuvent pas empiéter sur la rue de Rue-du-rix qui est vouée à l'usage public. En outre, aucune autorisation d'occupation temporaire du domaine public portuaire n'a été fournie dans le dossier. Enfin, le maire observe un manquement aux règles de stationnement. Le nombre de places prévu est quatre fois inférieur à ce qu'il devrait être. Toutes ces observations justifient une décision que le maire dit avoir prise « en restant à l'écoute, mais en faisant abstraction des pressions ». Il conclut sur le véritable enseignement de cette crise « il faut s'interroger sur la manière de garantir le développement portuaire dans le respect de l'environnement [...] sinon nous ne pourrions pas gérer les problèmes à venir ».

Les réactions des acteurs pour l'usine. Après la bataille... trop tard Début octobre, Goudurix persévère et dit vouloir « poursuivre et dialoguer ». M. Ledirigeant, vice-président de Goudurix, surpris et déçu, dénonce les contradictions. « Nous ne nous attendions pas à une telle décision après 12 mois de travail et l'appui total de la mairie dans ce projet. Nous avions encore cet appui au mois de juin. C'est un virage à 180° ». Le parking ? « Cela veut dire que chaque personne qui travaille sur le site a besoin de plusieurs voitures » ? Et d'ajouter « pourquoi les services de l'urbanisme ne nous ont-ils pas indiqué les éléments qui nous sont reprochés aujourd'hui, ainsi la bande de roulement sur la voie publique ? »

Le directeur se défend de n'avoir aucune expérience en matière de plasturix. « Notre directeur technique du projet, M. Expert, a travaillé pendant 24 ans dans le secteur. C'est un ancien de chez Sensiblorix. Sa capacité technique n'est pas en cause ». Il défend l'apparente opacité de Goudurix sans toutefois répondre à l'inquiétude des riverains. L'argumentation économique complexe reste hermétique. Son sujet traite de la rentabilité du projet mais aucunement des risques perçus par les habitants de la ville.

Ses conclusions sur l'affaire se concentrent autour de deux hypothèses. Si les problèmes sont techniques, ils peuvent être résolus. Si le problème est politique, l'évolution reste inconnue. L'entreprise Goudurix propose donc le dialogue et le débat. Selon la CFDT, « Le maire s'est laissé dicter sa conduite » et les retraités CGT sont en colère.

Évolution quantitative et historique Finalement, les décisions des représentants politiques et des élus convergent de la minorité négative vers la majorité du non. Nous avons réalisé un tableau de tris croisés des termes utilisés dans les titres par les mois de publication des articles. Les mots légers, négligeables statistiquement, sont supprimés du tableau. Pour suivre l'évolution "émotionnelle de la crise", nous lisons de bas en haut, de droite vers la gauche le graphique 2.2.3. Nous voyons apparaître en négatif le mouvement des mots (maux). En juin, les thématiques de l'emploi et des riverains s'équilibrent. En juillet, le seuil qualitatif est franchi par seulement quelques articles traitant de l'inquiétude des riverains. En août, RIX Environnement surfe sur la vague des risques perçus malgré l'avis favorable de la commission d'enquête. Les arguments des dockers et des retraités de la CGT, faisant contre-poids aux riverains, interviennent trop tard.

	septembre	octobre	août	juin	juillet
ploemeur, breton, gavrains	3				
fabrice-loher	2				
debat, communiste, contre, cimarmor, dossier, cgt, défendent	2				
camusard	2				
questions	2				
enterre	2				
maire	5			2	
dockers	3	2			
retraites		2			
rade				5	
environnement				5	
favorable				4	
enquete				4	
avis				4	
publique				3	
sable				3	
kergroise				2	
vert				2	
ecrit				2	
extraction				2	
marin				2	
emploi					2
riverains					2
inquietude					3
					2

FIG. 2.3 – Tri croisé des mots des titres par les mois de publication des articles. (Source : Tétralogie)

2.3 Failles de la démocratie locale ou démocratie participative en action ?

La réunion d'information avait pour objectif la clarification du projet. L'absence de réponse aux risques perçus favorisa l'incertitude. Le concurrent Nonorix a profité de la brèche en ébranlant les certitudes. La mobilisation des riverains, inattendue, s'est finalement soldée par une victoire. Le président d'une association locale analyse l'évènement. Des associations naissent d'une situation de crise.

« Dans Douce-France, la découverte d'une réalité (333 333 mesures de plasturix) derrière un mot inconnu de tous "la transformation de crikirix". Des citoyens motivés, courageux et bénévoles s'organisent et commencent à gratter, et ils trouvent des informations surprenantes. Les citoyens, informés par les médias, sont sensibilisés par les nombreux exemples d'accidents survenus (sang contaminé, vache folle, amiante, AZF, nitrates, etc.). Forts de l'expérience de leurs prédécesseurs, ils n'ont plus peur de s'organiser, de manifester, d'affronter les autorités. Bien instruits, expérimentés, ces citoyens disposent aujourd'hui d'outils extraordinaires avec les ordinateurs et Internet. Les lois, les règlements, la jurisprudence, la mise en commun des expériences, la mobilisation des opinions, tout devient possible... »

Les citoyens deviennent des experts sur les dossiers qui les concernent, c'est-à-dire les risques qu'ils encourent. Les doutes se partagent. Les citoyens « sont devenus tellement experts qu'avec un peu de chance, ils parviennent à ébranler les certitudes des élus agenouillés devant le Saint Emploi. Alors les solidarités de façade éclatent ». Ce qui lui permet de conclure, « cette affaire met en lumière un grave dysfonctionnement des municipalités (on peut observer la même situation ailleurs). Les conseillers municipaux votent en fonction des solidarités politiques et non en toute connaissance des dossiers. Il est vrai que nombre d'entre eux, enthousiastes et volontaires au début, finissent déçus en raison du peu de moyens qu'ils ont de s'informer ou de s'exprimer ».

Le projet économique a des conséquences, parfois inattendues sur la santé de l'environnement usager, et donc, influe sur le cours politique. Dans le cadre d'une étude de la responsabilité managériale qui sous-tend une certaine responsabilité économique, il n'est plus possible de distinguer

le champ de la responsabilité économique du champ de la responsabilité politique.

Drame du développement durable Les acteurs contre le projet, dans l'ordre chronologique d'apparition, décrivent le drame du développement non durable.

L'entreprise sensible à la concurrence est incarnée par Nonorix, dont les arguments seront repris sur le forum Internet de la ville de Garorix. Ensuite, interviennent les internautes menaçant de ne plus voter pour le Maire actuel. Ces derniers reprendront les arguments de Nonorix. Les riverains et l'association RIX Environnement apparaissent comme des signaux faibles en juin. Leur influence publique ne fait plus de doute en septembre. Enfin, pour la clôture de l'évènement, les acteurs politiques finissent d'achever le projet en critiquant le pouvoir en place.

Nous confirmons nos observations, les journalistes n'ont pas pris parti ouvertement. Les acteurs porteurs de l'argument économique sont intervenus trop tard en comparaison à ceux porteurs des arguments pour la défense de la santé individuelle et collective. La communication sur les risques "réels" (administratifs, économiques, techniques) ne permet pas de contrebalancer les peurs face aux risques "perçus" : risques auditifs, olfactifs et visuels. Le conflit nous semble résumable en ces termes : l'environnement contre l'économie par le social. Le manque de reconnaissance des risques d'insalubrité socialement perçus, nous semble la principale cause du revirement de la situation. La découverte progressive des pièces du dossier permet de suivre l'évolution de la prise de parole politique.

Présentation des acteurs Les trois acteurs économiques ont été diversement cités. Leur expression publique ne correspond pas à leur implication dans l'évènement. Goudurix apparaît en première ligne avec 78 citations, ce qui semble évident puisque cette entreprise est à l'initiative du projet. Cependant, Nonorix qui porte atteinte à la crédibilité de l'argumentation de son concurrent, discret, n'a été cité qu'une seule fois. Enfin, Sensiblorix, qui n'est pas intervenu dans l'évènement, a été écrit 5 fois. Le nom de Sensiblorix permet effectivement de justifier une expertise. La notoriété de la marque apparaît comme justification du savoir-faire du responsable technique du projet.

Nous observons donc trois manières d'agir, de faire et de penser face au risque. Goudurix est l'inconnue, ses multiples participations financières douteuses ne concèdent aucune visibilité. Nonorix, présente une véritable aversion au risque du concurrent. L'entreprise intervient et oriente le doute de manière non négligeable. Sensiblorix jouit d'une image de grande qualité, elle est la référence du métier du secteur, la légitimité du professionnalisme. L'image de marque morale, c'est-à-dire la réputation, devient un atout à conserver, à bâtir et à construire.

Nous avons observé au cours de nos deux chapitres et par le biais d'entretiens, que le leader du marché, dans notre cas, Sensiblorix, prend en charge la mission qui consiste à justifier d'une démarche responsable. Elles gèrent leur image publique. Mais, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'excès de performance du leader contribue à la naissance du soupçon. Et la difficulté que nous soulignons n'est pas uniquement une affaire de communication mais un travail d'action. Le travail d'investigation a été réalisé par les opposants au projet leur laissant la première interprétation à leur avantage. L'action, la recherche, sont les déterminants qui influencent le crédit de confiance envers le projet. Nous distinguons le mouvement social d'opposition du phénomène médiatique. Enfin, le rôle des managers des organisations économiques est également en cause. Nous reprenons les termes d'un cadre d'entreprise ayant connu une crise similaire. Il analyse son retour sur expérience en ces termes : « la performance devient arrogante quand elle crée un décalage entre la technologie rationnelle des outils de gestion (management) et le bon sens de "Monsieur tout le monde" basé sur d'autres valeurs diamétralement opposées ». Nous

confirmons. Entre les risques économiques et les risques d'insalubrité, le management contribue à la mise en place de sa critique, obligeant nécessairement son propre renouvellement.